

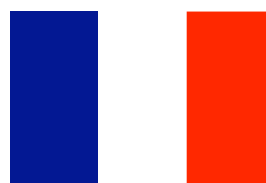


"La sécurité et l'avenir de l'Europe

**L'Union européenne
entre originalité stratégique
et lien transatlantique"**

**Conférence de l'Amiral Dieter WELLERSHOFF
Paris, le 22 octobre 2001**

(EuroDéfense Allemagne)



Introduction

M. Scharping, Ministre allemand de la Défense, affirmait au sujet de l'action de l'OTAN au Kosovo: "Il n'y avait pas trop d'Amérique mais trop peu d'Europe".

Notre sujet nous présente une fausse alternative. J'ai l'intention de prouver en m'appuyant sur quelques exemples, que l'Europe ne peut assurer son avenir qu'en améliorant ses performances et en entretenant une relation atlantique de qualité.

Thèse 1 : les mêmes valeurs et intérêts

Chaque définition d'une politique de sécurité doit commencer par une description de ses buts. Une paix durable entre Etats et peuples, ainsi que la prévention des guerres civiles repose dans la conception des démocraties modernes, sans que cela soit défini constitutionnellement, sur les quatre conditions suivantes :

- Liberté et droits de l'Homme ;
- Démocratie et participation ;
- Droit et justice ;
- Des conditions de vie socialement satisfaisantes.

Sur ces quatre piliers reposent les valeurs et les intérêts de la civilisation occidentale. Ces éléments de base se sont empiriquement avérés les meilleurs et sont devenu un objectif pour le monde entier.

Il y a évidemment des différences dans l'importance et la forme qu'ils revêtent. Différences qui à mon avis n'existent pas uniquement entre Europe et Amérique du Nord, mais également à l'intérieur même de l'Europe.

Les points de recoupement sont toutefois très nombreux dans l'espace euro-atlantique. Dans les campagnes électorales et au "Café du commerce" il semble quelques fois que le soit-disant intérêt national l'emporte. A y regarder de près, nous découvrons cependant que les peuples de notre espace de vie ont des attentes sensiblement la même chose de leurs Etats ou de l'Union.

D'après le dernier euro-baromètre, 73% des citoyens de l'Union approuvent une politique commune de sécurité et de défense. Il apparaît à cet égard illogique que seuls 63% souhaitent une politique extérieure commune. D'après moi, cette dernière est le préalable à l'élaboration d'une politique commune de sécurité.

Thèse 2 : le spectre du danger

Dans le domaine de la politique de sécurité **une politique de clocher avec des thèmes essentiels changeant rapidement** prédomine souvent en Europe, dans l'espace et dans le temps. L'attention publique et politique est axée sur l'actualité : avant-hier le Kosovo, hier la Macédoine, aujourd'hui la lutte contre le terrorisme. Et demain?

Un nouveau mouvement de protestation a vu le jour: **l'anti-mondialisation**.

La mondialisation n'est cependant pas une question de croyance, c'est simplement un fait.

Qui voudrait contester les évolutions radicales, décrites il y a 10 ans par Paul Kennedy, dans ces domaines:

- L'explosion globale de la population;
- La révolution des technologies de l'information, qui nous fait prendre part en quasi-temps réel aux événements du monde;
- Les marchés financiers internationaux, qui pratiquent l'échange d'argent, à des niveaux inimaginables;
- Les sociétés multinationales, les groupements industriels tout comme les entreprises moyennes, qui étendent au monde entier leurs activités en matière de développement, production et commerce;
- Les progrès scientifiques réalisés dans le cadre d'une coopération internationale, qui conduisent, entre autre, à la révolution biotechnique;
- Une automatisation dans la production, qui modifie totalement la notion de travail tant au plan qualitatif qu'au plan quantitatif;
- L'environnement globalement menaçant et par conséquent ;
- Les changements intervenus dans le rôle joué par les états-nations.

J'y ajoute 3 phénomènes :

- La prolifération des armes, notamment par quelques Etats peu démocratiques et des groupes non étatiques et
- La criminalité internationale organisée jusqu'au terrorisme le plus extrême ;
- La conscience renforcée des droits de l'Homme comme devoir de l'Etat.

Il n'y a cependant pas que des menaces nouvelles en matière de politique de sécurité, de nouveaux domaines de prévention sécuritaire et de nouveaux instruments sont apparus.

Les nouveaux facteurs spatiaux impliquent un élargissement de notre horizon, mais comportent également des exigences concrètes en matière de renseignement, de télécommunication et de mobilité.

Une chose devient de plus en plus claire, plus le sens des réalités et la capacité à tirer des enseignements de l'histoire sont faiblement exprimés, plus les facteurs psycho-politiques doivent être pris au sérieux.

Toutes sortes de troubles de la perception appartiennent à cette catégorie. La non-perception parce que les capteurs n'existent pas, la perception fausse ou sélective- parce que cela ne peut être ou ne doit pas être- ou encore l'information manipulée ou déformée par l'adversaire. Les peurs idéologiques engendrant des insuffisances dans l'évaluation des facteurs de la situation font également partie de cet ensemble.

Thèse 3 : Des moments d'alertes et des vraisemblances

Après les événements des années 1989-91, aucun enseignement n'a été tiré des faiblesses de la prévision politique. Les faux prophètes continuent imperturbablement à s'exprimer. Les exemples sont de haut niveau, variés et la plupart faux parce que simplificateurs et péremptoirs.

Par exemple, "Il n'y aura plus de grande guerre". Ou "La menace par les Etats voyous est une invention de l'industrie d'armement américaine". Ou nous pouvons encore réduire le volume de nos forces car nous sommes "entourés d'amis".

Le dernier changement dans le climat général de la politique de sécurité dure depuis près de 2-3 ans. Or il n'existait pas de pronostic digne de ce nom, notamment sur la vitesse avec laquelle il s'est produit. Alors qu'il faut 10 ans pour former un commandant de compagnie, pour introduire un système d'arme dans la troupe et constituer des réserves que l'on a abandonné avec un peu de légèreté.

La plus grande prudence est de rigueur en matière de prévisions pour tout ce qui concerne les responsabilités essentielles de l'Etat et les mesures préventives de sécurité.

Il est certain qu'un nouveau changement important du climat international sera précédé d'une période d'alerte plus longue que celles auxquelles nous étions habitués. Enfin, les effectifs des armées et la modernisation des armements sont presque partout en régression. Cette tendance peut cependant être inversée si l'ambiance politique générale venait à changer. Indépendamment de cela, des sauts qualitatifs restent possibles et peuvent intervenir par surprise, comme par exemple la prise de conscience de la dimension insoupçonnée et l'absence totale de scrupules des agressions commises par les organisations terroristes.

Les variations dans les probabilités et la diversité des risques ont conduit à une prise en compte sélective ou à une conception "zéro risque". La politique de sécurité utilise les concepts et les connaissances de base des assurances. Nous pouvons constater que dans les dernières années la probabilité et la dimension des scénarii de crise possibles s'est inversée: la 3^{ème} guerre mondiale que nous craignons est devenue très improbable. En revanche, de nombreux petits conflits qui avaient été gelés par la guerre froide se sont réveillés et sont devenus virulents. Il n'y a en aucun cas de risque-zéro.

On ne peut se réjouir de l'allongement de la période d'alerte que dans la mesure où certaines conditions sont réunies:

- La qualité de la pré-alerte doit correspondre aux événements. Toutes les informations disponibles doivent être évaluées dans un cadre professionnel. Ceci est valable aussi bien sur le plan national qu'au niveau de l'Alliance. La participation à une évaluation commune de la situation implique une grande fidélité en tant que partenaire de l'Alliance et la capacité à apporter sa propre contribution.
- On doit pouvoir s'appuyer pendant la crise sur la capacité de décision politique. Le passé récent nous a montré que l'hésitation et le manque de fermeté ne font qu'aggraver les problèmes
- Le temps consacré à la décision fait partie de la période de préparation. Il faut rappeler que contrairement à ce qui est parfois affirmé, des préparatifs défensifs préventifs ne provoquent pas d'escalade mais renforcent plutôt la dissuasion.
- Le temps nécessaire à la mise en alerte/mobilisation et la durée de la montée en puissance opérationnelle doivent également être pris en compte.

Tous ces paramètres doivent être soigneusement analysés. Une constatation importante: sans des réserves suffisantes, la période d'alerte la plus favorable restera insuffisante.

Le changement intervenu lors de la tourmente en matière de politique de défense et de sécurité a permis de penser qu'une réduction des forces était envisageable.

Il y a cependant une limite à la présence et à la disponibilité que la planification stratégique doit fixer avec discernement. Le principe "en cas d'alerte on avisera" n'est pas acceptable.

Thèse 4 : Protection et défense uniquement en commun

Notre façon de vivre, notre forme d'état, notre ordre juridique et notre système économique et social subissent des menaces diverses venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. Une présentation des intérêts communs impliquant la défense et la protection des quatre piliers initialement évoqués est indispensable.

Aucun Etat, pas même la super-puissance, ne peut trouver pour lui seul sécurité et prospérité. Aux USA, les partisans de l'unilatéralisme viennent tout juste de prendre en compte cet enseignement. Ce n'est pas uniquement la synergie des moyens, qui fait la force des alliances, ce qui est également particulièrement important, au début d'une crise, voire même avant le début de celle-ci, c'est d'affirmer la résolution commune de façon claire et catégorique. Cette prise de conscience est l'un des effets bénéfiques de l'effroyable terrorisme que nous devons subir de nos jours.

Les unités multinationales et l'intégration militaire ont indépendamment de leur efficacité militaire une vertu stabilisatrice. Aussi longtemps qu'aucune volonté unique d'alliance -ou européenne n'existe, la volonté unie des Etats nationaux doit être claire. L'OTAN détient là un record, avec 52 ans de forte capacité consensuelle.

Thèse 5 : Que peuvent permettre les structures de sécurité?

La question de savoir dans quelle configuration de liens entre états la protection de nos valeurs et intérêts doit se réaliser, doit être minutieusement examinée. L'alliance la plus forte possible avec une convergence d'intérêts optimale doit être recherchée. Ce n'est que si celle-ci, quelque en soient les raisons, ne devait pas être trouvée, qu'il faudra fixer des minima. sur lesquels on ne pourra transiger

➤ **Les Nations Unies:** En examinant les Nations Unies, on constate que celles-ci, en raison de leur diversité culturelle, des divergences d'intérêts et de l'imprévisibilité de certains membres permanents du conseil de sécurité, ne sont pas aptes à prendre en compte de manière satisfaisante les conceptions spécifiquement occidentales.

➤ **L'OSCE** s'est avéré un forum précieux pour générer la confiance, trouver des compromis et contrôler les armements, il lui manque la puissance nécessaire pour le maintien de la paix face à l'emploi de la force. L'exemple du Kosovo, où l'OTAN a dû créer une "Extraction Force" pour assurer la sécurité des observateurs non-armés de l'OSCE, en est l'illustration.

✱ **Le Conseil de l'Europe** comporte beaucoup d'interfaces avec l'OSCE. Les deux organisations ont une grande importance pour la paix et pour la liberté en Europe mais il leur manque la force qui leur permettrait de réaliser leurs idéaux.

➤ **L'Alliance Nord Atlantique** a été réformée et est absolument incontournable. Ce lien entre les différents intérêts, les valeurs et l'obligation d'assistance mutuelle ont été décrits clairement dans le Traité de Washington. L'OTAN est en fait l'alliance qui a eu le plus de succès de toute l'histoire de l'humanité ; dans les douze dernières années un certain nombre de concepts ont été développés et je crois que l'OTAN est bien préparée pour l'avenir. L'OTAN est un partenaire fiable, même pour ceux qui n'en font pas partie en Europe ; sa capacité de commandement a été prouvée, également dans le cadre de ce que l'on appelle le *woeing and able*, je pense donc aux pays qui n'en font partie mais veulent cependant y participer.

✱ **L'Union européenne** est sur la bonne voie, d'une manière générale. Elle a malheureusement un rythme trop lent et la question concernant la finalité politique n'est toujours pas résolue. Un certain nombre de nouveaux domaines politiques se sont rajoutés aux aspects purement économiques. L'extension de l'Union européenne est en cours de préparation, cette Union européenne doit faire la preuve de sa capacité d'intégration ; vous connaissez bien sûr les critères de Copenhague qui ont été établis à ce sujet.

✱ **Les relations franco-allemandes** sont issues d'un approfondissement de cette réconciliation historique vers une coopération concrète. L'amitié qui en a résulté et les nombreux contacts ont fait que le couple franco-allemand a toujours été le catalyseur et l'accélérateur de l'intégration européenne. Les nombreuses tentatives pour renforcer encore cette coopération ont été positives malgré quelques déconvenues.

Thèse 6 : Les questions politiques en suspens.

Il y a eu des initiatives positives, beaucoup de succès mais toute une série de questions n'ont pas encore trouvé de réponses, notamment :

- Comment parvenir à une volonté commune prise très en amont en ce qui concerne la politique de sécurité ? Le Traité de Nice nous a de nouveau déçus dans ce domaine, que pouvons-nous attendre de Leaken ?
- Quelles sont les procurations données ? En fait, qui a le pouvoir de décision et de commandement dans l'Union européenne ? Le chancelier allemand s'est demandé s'il y aurait un jour un seul gouvernement européen, avec un seul ministre de la défense. Quelles sont les réserves qu'ont encore les parlements nationaux à cet égard ? Quand le Parlement européen aura-t-il une Commission de Défense ?
- J'espère que l'Union européenne, dans le cadre des négociations avec les nouveaux pays candidats à l'adhésion, tiendra compte de ces objectifs en matière de politique de sécurité et de défense.

Le fait que ce pilier de l'Union n'ait pas été mentionné *expressis verbis* dans les critères de Copenhague me préoccupe, mais uniquement de manière indirecte, en tant qu'une partie des acquis communautaires. Nous ne voulons pas de nouveaux membres qui viennent avec des réserves ou avec l'envie de ne pas être liés ou d'être neutres. Nous avons déjà connu ce type d'erreurs. Dans un cas de figure idéal, tous les membres de l'Union européenne devraient faire partie de l'OTAN.

- Comment parvenir à intégrer cette autonomie de l'Europe en matière de politique de sécurité dans l'OTAN ? Comment allons nous pouvoir construire une politique commune extérieure et une politique commune de sécurité à l'intérieur de l'OTAN ?
- Pourquoi parle-t-on aujourd'hui très peu du CJTF (*Combined Joint Task Forces*) ?
- Il y a eu beaucoup de redondances dans la construction de l'Europe, comment les éviter ? Je me demande parfois qui peut vraiment décider.
- Nous avons actuellement un problème important avec l'obstacle que constitue la Turquie, partagée entre l'OTAN bien sûr et l'Union européenne. Lorsque l'on pense que nous aurons peut-être un nouveau membre qui est intégré uniquement parce qu'il y a eu une forte pression, je pense maintenant à Chypre. Je sais que Chypre nous apportera des problèmes.
- Que signifient les limitations de l'Union européenne, couchées sur le papier dans le cadre des missions de Petersberg ? L'Union européenne doit-elle avoir un certain nombre de missions limitées ? En cas de problèmes sérieux doit-elle se tourner vers l'OTAN ? Existe-t-il ce que l'on peut appeler une *defence light* ? Quelles seront les obligations d'assistance entre les peuples et qui seront bien sûr contraignantes de par leur caractère obligatoire ?
- Qu'advient-il de l'Union de l'Europe occidentale ? La participation restera-t-elle une possibilité non contraignante ? Allons-nous permettre à d'autres de prendre le train en marche sans payer leur ticket d'entrée ? J'aimerais vous donner un exemple à cet égard. Pendant combien de temps aurons-nous la majorité au sein de l'ESA qui, sur son site Internet, déclare n'être là que pour la paix ? L'ESA, comme elle le déclare sur son site Internet, n'est là que pour la paix. Il faut que nous nous réveillions, à moins que vous ne souhaitiez constituer une nouvelle entité chaque fois que nous en aurons besoin.

J'aimerais vous dire également que deux membres de l'Union européenne sont des pays nucléaires dont on ne parle absolument pas dans le contexte européen. Je reconnais qu'il n'y a pas de solutions mais dans aucun sommet européen je n'ai entendu parler de ce fait.

Thèse 7 : Le chaos structurel

J'aimerais ajouter deux mots sur le chaos structurel auquel nous avons à faire face. Je pense que vous savez tous ce que l'on appelle les *decollating institutions*, cette sorte d'imbrication entre les différentes institutions. D'où vient cette complexité ? L'Histoire ne se répète pas toujours.

Pour ne pas vous ennuyer je ne citerai pas les nombreux statuts qui existent au sein de l'Union européenne ; aucun n'a un statut semblable, à l'exception du Benelux. Il y a des membres de l'OTAN avec intégration, qui font partie de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe occidentale. Il y en a d'autres qui sont effectivement dans l'UEO et l'Union européenne mais ne sont pas intégrés dans l'OTAN. Il y a des membres de l'OTAN qui ne sont pas dans l'Union européenne mais qui sont des membres associés dans le cadre de l'Europe occidentale. Il y a des membres à part entière de l'Union européenne et de l'OTAN mais qui ne sont qu'observateurs au sein de l'UEO. Il y a des observateurs de l'Union européenne et de l'UEO qui sont neutres ou non liés : l'Irlande, l'Autriche, la Finlande et la Suède par exemple. La plupart des candidats à l'Union européenne sont liés sous une forme ou sous une autre avec l'UEO. Il y a également beaucoup d'organisations (l'OSCE etc.). Il y a un certain nombre d'organisations régionales : la coopération dans le cadre de l'Ukraine, de la Baltique, le triangle de Weimar, la coopération mer Noire et la coopération Méditerranée.

Allons nous pouvoir expliquer tout cela à nos citoyens ? Je ne suis pas du tout étonné que les Irlandais aient dit non à Nice et je crois que nos citoyens, en France comme en Allemagne, ne savent plus où ils en sont. Très souvent j'ai pris des paris en étant certain que les gens n'étaient pas capables de compter le nombre exact de membres. Angela Merkel, la responsable de la section CDU parlait de la « fascination de la clarté », si je puis dire. Je pense qu'en Europe les politiciens devraient davantage consolider leur organisations et ne pas penser toujours à créer un nouvel organisme.

Thèse 8 : Une Europe sans pseudo-nationalisme européen

Le dernier chapitre dont j'aimerais parler a trait un petit peu à la **psychologie**. Je pense que ce serait un signe de vision stratégique si nous cherchions à **partager nos valeurs** de manière plus importante que ce ne fut le cas jusqu'à présent. Il est beaucoup plus important pour la France et pour l'Allemagne de protéger notre conception de l'ordre, du droit, des droits de l'homme que de traiter de sujets qui me semblent minoritaires. Pour les citoyens et citoyennes d'Europe les choses deviennent de plus en plus complexes et de moins en moins claires. Le risque pour l'Europe, en plus des différents nationalismes auxquels nous sommes confrontés, est de développer une sorte de chauvinisme européen. Il est donc nécessaire d'avoir des solutions politiques, non pas uniquement parce qu'elles sont européennes mais parce qu'elles doivent servir les intérêts européens et ces valeurs doivent bien sûr protéger nos intérêts communs.

*** Recommandations et conclusion**

- Notre objectif est de **consolider le pacte Nord atlantique**, qui est vraiment pour moi l'alliance de la civilisation occidentale. Il doit être complété par des planifications plus en amont et par davantage de coopération au plan économique. Par exemple, notre politique vis-à-vis de l'OMC est une politique de sécurité également, notre politique de développement l'est aussi.

Là encore, nous devons coopérer davantage, d'autant que nous partons des mêmes principes. Les différences que nous avons sont des différences sectorielles ou qui sont dues à un certain nombre de particularismes.

- Je pense que nous devons systématiquement **continuer à développer l'Union européenne qui doit devenir le pilier fort européen de l'Alliance transatlantique**. L'option qui consisterait à agir sans que l'OTAN n'intervienne complètement est une option qui doit être poursuivie de manière conséquente. Les pays européens, de toute évidence, ne peuvent pas se permettre deux alliances complètement "équipées" et il ne faut pas qu'il y ait un affaiblissement de l'OTAN en faveur d'un pseudo-nationalisme européen.

- Dans le cadre de l'élargissement de l'Union il faut bien sûr que nous prenions garde à sa compatibilité en matière de politique de sécurité. Nous devons préciser également les aspects relatifs à la politique de commandement. **Le Parlement européen a besoin d'une Commission de sécurité**. Les structures européennes doivent continuer à être développées de manière claire. Il faut absolument que nous surmontions les obstacles et les réserves nationaux ; je pense à la France en ce qui concerne l'intégration militaire, au Danemark en ce qui concerne l'Union de l'Europe occidentale, aux pays dits neutres ou non liés. Il est difficile d'imaginer que l'on puisse s'intégrer dans un corps de troupes européens et pas dans un corps de troupes de l'OTAN.

- **La fidélité à l'Alliance**. J'aimerais souligner que la pratique de la France est très bonne, bien meilleure que ses réserves purement formelles pourraient le laisser penser. Chaque fois que l'on a besoin de l'OTAN la France répond et ceci me réjouit. Il faut que les forces européennes marquent leur présence et soient prêtes à remplir toutes les missions qui leur seront confiées. La stabilité, la dissuasion, la coopération, la confiance sont des éléments importants. Les opérations internationales en cas de crise doivent bien sûr lier la politique européenne.

- Je ne recommande pas de multiplication d'unités multinationales, pas plus qu'il n'en existe jusqu'à présent parce que ces unités internationales ne pourraient remplacer ni la volonté politique ni les ressources de l'Europe qui sont en fait suffisantes. Je pense que la France et les pays qui ne font pas partie de l'OTAN constituent bien sûr une exception, en tout cas il ne faudrait pas que les unités européennes constituent une sorte d'ersatz pour la non intégration de l'OTAN.

Il est donc important d'avoir un pilier européen fort, le plus homogène possible, qui serve à la sécurité et à la défense de la civilisation occidentale. Je suis fermement convaincu que nous devons impérieusement améliorer nos capacités de défense et, je le répète, nous ne devons absolument pas multiplier le nombre d'organismes et d'instances.

Notre alliance et nos liens avec les États-Unis sont certainement la clef d'un succès commun. Les pays de l'OTAN européens qui ne font pas encore partie de l'Union européenne ou ne le veulent pas doivent nécessairement être intégrés dans cette coopération. Je pense en particulier à la Turquie mais également à la Norvège, à la Pologne à la République tchèque, à l'Islande et à la Hongrie.

Nous devons impérativement boucler la boucle entre la rhétorique européenne et la réalité de notre capacité d'agir au plan européen. Ma réponse est donc la suivante : **l'Europe doit devenir unie et forte et l'OTAN doit rester unie et forte.** Je suis convaincu que ces deux objectifs peuvent être obtenus simultanément. Ce n'est pas une illusion mais ceci nécessite beaucoup de travail.

Je vous remercie.

INTERVENTION DU VICE-AMIRAL ALAIN COLDEFY

Sous-chef d'Etat-Major des Armées chargé des Relations Internationales

Le second pilier de l'Union Européenne doit être examiné avant et après les événements du 11 septembre qui ont conduit à réfléchir sur le concept de l'OTAN et sa révision.

Avant le 11 septembre, le deuxième pilier de l'UE existait dans ses structures, son mode de fonctionnement et ses objectifs de capacité à court terme étaient établis ; l'UE était en train de se doter des outils nécessaires à sa politique.

Tout d'abord, le pilier inter-gouvernemental, constitué par le Comité Politique et de Sécurité (COPS). L'Etat-Major de l'UE avec ses 5 divisions, compte une centaine d'officiers. C'est la seule "duplication" avec l'OTAN, dont l'Etat-Major compte environ 15 000 personnes.

En 2003, la capacité de mettre sur pied un effectif de 60 000 hommes sera atteint, en vue de remplir les missions de Petersberg.

En ce qui concerne les capacités collectives dans l'"headline goal", les moyens navals ne sont pas définis (absence d'une politique extérieure). L'enjeu de l'A400M est en position défavorable: l'Italie se retire, l'Allemagne annonce ne pas avoir un DM à lui consacrer...

Depuis le 11 septembre, l'OTAN a mis en vigueur l'article 5 à l'initiative de Lord Robertson. C'est bien. Mais les Etats-Unis ont montré le peu de cas qu'ils faisaient de l'Alliance, n'ayant pas besoin d'une coalition où les décisions se prennent à 19. Les propositions d'aide ont été mal accueillies. La Grande-Bretagne a tiré deux missiles de croisière, tous les paramètres étant donnés par les Etats-Unis.

A l'occasion de cette crise, les grands Etats se repositionnent sur l'échelle internationale, sans coordination ni de l'OTAN, ni de l'UE. Les trois piliers de l'Union européenne sont obligés de travailler ensemble, la réaction européenne est dans le troisième pilier (cf. Conférence de Gand).

L'UE va exister grâce aux Balkans (Macédoine). Elle finance 80% de l'aide apportée. Nos institutions vont sortir confortées de cette situation.

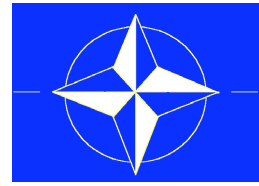
Certes, il y a besoin de la relation transatlantique mais avec plus d'équilibre.

Réponse de l'Amiral WELLERSHOFF:

L'Amiral WELLERSHOFF donne raison à 50% à l'Amiral COLDEFY mais a des commentaires à faire sur quelques points:

- Concernant le problème de l'A400M: le budget allemand n'a pas débloqué beaucoup pour son financement.

- Concernant l'élargissement de l'OTAN, l'objectif final est ce qu'a inscrit l'Europe dans les Traités. Ce n'est pas uniquement une question d'entité économique mais une politique de sécurité commune, la PESC.

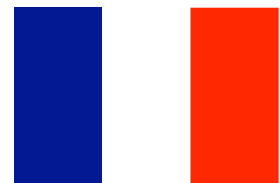


„Mit Sicherheit in die europäische Zukunft

Die Europäische Union zwischen strategischer Eigenständigkeit und transatlantischer Bindung“

**Thesen von Admiral a.D. Dieter Wellershoff
Paris, 22. Oktober 2001**

(EuroDefense Deutschland)



Mit Sicherheit in die europäische Zukunft

Die Europäische Union zwischen strategischer Eigenständigkeit und transatlantischer Bindung“

Thesen von Admiral a.D. Dieter Wellershoff

Paris, 22. Oktober 2001
(EuroDefense Deutschland)

| |
|---|
| <p>Es gilt das gesprochene Wort. Sperrfrist: 22. Oktober 18.00 Uhr</p> |
|---|

Einleitung

Bundesverteidigungsminister Scharping zur NATO-Kosovo-Aktion: „Es gab nicht zu viel Amerika, sondern zu wenig Europa.“

Unser Thema stellt uns vor eine falsche Alternative. Es ist meine Absicht, in wenigen Thesen zu belegen, dass Europa eine sichere Zukunft nur bei verbesserter Eigenleistung und sorgfältig gepflegter atlantischer Bindung finden kann.

1. These: Gleiche Werte und Interessen

Jede Sicherheitspolitik muss mit ihrer Zielbeschreibung beginnen. Dauerhafter Frieden zwischen Staaten und Völkern, aber auch die Vermeidung von Bürgerkriegen beruht nach der Vorstellung moderner Demokratien auf diesen vier Bedingungen:

- Freiheit und Menschenrechten
- Demokratie und Mitwirkung
- Recht und Gerechtigkeit
- Hinreichende soziale Lebensverhältnisse

Auf diesen vier Säulen ruhen die Werte und Interessen der westlichen Zivilisation. Ihre Grundelemente haben sich empirisch als optimal erwiesen und werden weltweit angestrebt.

Es gibt natürlich graduelle Unterschiede bei ihrer Bewertung und Ausgestaltung. Diese finden wir nach meiner Meinung aber nicht nur zwischen Europa und Nordamerika, sondern auch innerhalb Europas. Die gemeinsame Schnittmenge ist im euro-atlantischen Raum jedoch sehr hoch. Im Wahlkampf und am Stammtisch scheint manches Mal das so genannte nationale Interesse zu siegen. Beim genauen Hinsehen entdecken wir jedoch, dass die Völker unseres Lebensraums nahezu identische Erwartungen an ihre Staaten und an die Union haben.

Nach dem letzten Eurobarometer befürworten 73 % der Bürger der Union eine gemeinsame Verteidigungs- und Sicherheitspolitik. Es erscheint in diesem Zusammenhang etwas unlogisch, dass nur 63 % eine gemeinsame Außenpolitik wünschen. Nach meinem Verständnis ist letztere die Voraussetzung für gemeinsame Sicherheitspolitik.

2. These : Das Spektrum der Gefahren

Sicherheitspolitisch herrscht in Europa räumlich und zeitlich oft **Kirchturmspolitik mit schnell wechselnden Schwerpunktthemen**. Die öffentliche und politische Aufmerksamkeit ist je nach Aktualität ausgerichtet: Vorgestern Kosovo, gestern Mazedonien heute Terrorismusbekämpfung. Und morgen?

Eine neue Protestbewegung hat sich aufgetan. Die **Anti-Globalisierung**. Die Globalisierung ist jedoch keine Glaubensfrage, sondern schlichte Tatsache. Wer wollte diese, vor zehn Jahren von Paul Kennedy beschriebenen, einschneidenden Entwicklungen auf diesen Gebieten bestreiten:

- Die globale Bevölkerungsexplosion,
- die Revolution der Informationstechnologie, die uns in quasi Echtzeit an den Ereignissen der Welt teilhaben lässt,
- die internationalen Finanzmärkte, die den Handel mit Geld in unvorstellbare Höhen getrieben haben,
- multinationale Gesellschaften, Konzerne wie auch mittelständische Unternehmen, die ihre Aktivitäten in Entwicklung, Produktion und Handel weltweit abwickeln,
- Naturwissenschaftliche Fortschritte im internationalen Zusammenwirken, die u.a. zur biotechnischen Revolution führen,
- eine Automatisierung in der Produktion, die den Faktor Arbeit qualitativ und von der Qualifikation her total verändern,
- die globalen Umweltgefahren und im Gefolge von all dem
- die veränderte Rolle des Nationalstaates.

Ich füge noch drei Erscheinungen hinzu:

- ❖ Die Weiterverbreitung von Waffen, vor allem auch bei weniger demokratischen Staaten und nicht staatlichen Banden und
- ❖ die internationale organisierte Kriminalität und
- ❖ das verstärkte Bewusstsein von den Menschenrechten als Staatspflicht.

Im Sinne der Sicherheitspolitik eröffnen sich natürlich nicht nur neue Gefahren sondern auch neue Felder der Sicherheitsvorsorge und neue Instrumente. Die neuen Raumfaktoren bedeuten nicht nur einen weiteren Horizont unseres Denkens, sondern stellen auch ganz konkrete Anforderungen für unsere Aufklärung, unsere fernmeldetechnische Ausrüstung, sowie für unsere Mobilität.

Ein anderes wird immer klarer, je geringer der Realitätssinn und die Fähigkeit, aus der Geschichte zu lernen, ausgeprägt sind, umso ernster müssen die psychopolitischen Faktoren genommen werden. Hierzu gehören alle Arten von Wahrnehmungsstörungen: Die Nicht-Wahrnehmung, weil die Sensoren nicht vorhanden sind, falsche oder selektive Wahrnehmung - weil nicht sein kann, was nicht sein darf - oder auch vom Gegner manipulierte oder gestörte Information. Auch die mangelnde Zusammenschau der Lagefaktoren wegen ideologischer Berührungängste gehört hierzu.

3. These: Von Warnzeiten und Wahrscheinlichkeiten

Aus der jüngst erlebten Schwäche der politischen Vorhersage der Jahre 1989-91 wurde nicht gelernt. Die falschen Propheten machen ungerührt weiter. Die Beispiele dafür sind hochrangig, vielfältig und meistens in ihrer Ausschließlichkeit falsch. Z.B. „Einen großen Krieg gibt es nicht mehr.“ Oder „Die Bedrohung durch Schurkenstaaten ist eine Erfindung der amerikanischen Rüstungsindustrie.“ Oder wir können weiter reduzieren, denn wir sind ja von „Freunden umzingelt“.

Die letzte Wende im sicherheitspolitischen Großklima dauert etwa 2-3 Jahre. Es gab keine nennenswerte Prognose, vor allem nicht der Rasanz, mit der sie sich vollzog. Es dauert aber 10 Jahre, einen Kompaniechef auszubilden, ein Waffensystem in die Truppe zu bringen und Reserven aufzubauen, die man leichtfertig aufgegeben hat.

Also ist Vorsicht bei den Prognosen dringend zu empfehlen, wenn es um die Kernpflicht des Staates, die Sicherheitsvorsorge, geht.

Sicherlich würde eine erneute umfangreiche quantitative Änderung des internationalen Klimas eine wesentlich längere Warnzeit haben, als wir sie früher gewohnt waren. Schließlich sind Truppenzahlen und Modernität der Ausrüstung fast überall gesunken. Dieser Trend ist jedoch nicht unumkehrbar, wenn sich politische Grundstimmungen ändern. Unabhängig davon sind überraschende, qualitative Sprünge, wie der Erkenntnis von der nie gesehener Dimension und Skrupellosigkeit von terroristischen Angriffen immer möglich.

Die veränderte Wahrscheinlichkeit und Vielfalt der Risiken führt zur selektiven Wahrnehmung oder zum Null-Risiko-Denken. Sicherheitspolitik benutzt Begriffe und Grunderkenntnisse der Versicherungswirtschaft. Wir können feststellen, dass sich in den letzten Jahren Wahrscheinlichkeit und Dimension des Schadensfalls umgekehrt hat: Der 3. Weltkrieg, den wir fürchteten, ist sehr unwahrscheinlich geworden. Viele kleinere Konflikte, die im Eis des Kalten Krieges eingefroren waren, sind wieder aufgetaut und bösartig geworden. Ein Null-Risiko gibt es in keinem Fall. Man kann sich der längeren Warnzeit aber nur bei Vorliegen bestimmter Voraussetzungen erfreuen:

- Die Qualität der **Frühwarnung** muss den Erfordernissen gerecht werden. Alle verfügbaren Informationen müssen in einer professionellen Synopse ausgewertet werden. Das gilt innerstaatlich wie im Bündnis. Teilhabe an der gemeinsamen Lagefeststellung verlangt große Zuverlässigkeit als Bündnispartner und, auch eigene Beiträge zu leisten.
- Man muss sich auf die politische **Entschlusskraft** in der Krise verlassen können. Die jüngste Vergangenheit hat uns gelehrt, dass Zögern und Kraftlosigkeit das Problem eher größer als kleiner machen.
- Die **Zeit für Entscheidungsprozesse** geht direkt in die verfügbare Vorbereitungszeit ein. Es ist auch daran zu erinnern, dass der oft zu hörenden Behauptung, frühzeitige Verteidigungsvorbereitung hätte eskalierende Wirkung, die entgegengesetzte Beobachtung entgegensteht, dass diese eine Verstärkung der Abschreckung bedeuten.
- Der Zeitbedarf für **Alarmierung/Mobilisierung** und die Dauer der **Herstellung der vollen Einsatzbereitschaft** gehen ebenfalls in die Gleichung ein.

Alle diese Parameter sind sorgfältig zu bedenken. Entscheidend ist die Feststellung, dass **ohne hinreichende Reserven die beste Warnzeit nichts nützt.**

Die Wende in der sicherheitspolitischen Großwetterlage hat in diesem Bereich Spielraum für Lastenreduzierung gebracht. Hier ist die **Stellschraube der strategischen Streitkräfteplanung**, die intelligent im Sinne sorgfältig abgestufter Präsenz und Bereitschaft bedient werden muss. Nach dem Motto „Kommt Warnzeit, kommt Rat!“ geht das allerdings nicht.

4. These: Sicherung und Verteidigung nur gemeinsam

Unsere Lebenart, unsere Staatsform, unsere Rechtsordnung und unser Wirtschafts- und Sozialsystem bleiben **von innen und außen vielfältig gefährdet**. Gemeinsame Interessenvertretung im Sinne der vier Säulen und deren gemeinsame Sicherung und Verteidigung ist nötig.

Kein Staat, auch nicht die Supermacht, kann Sicherheit und Prosperität für sich allein finden. In den USA haben die Befürworter des Unilateralismus gerade erst diese Lehre angenommen. Es ist nicht nur die **Synergie der Mittel**, die die Kraft der Bündnisse ausmacht, besonders wichtig ist auch, von Anfang einer Krise an, ja sogar noch davor, **die gemeinsame Entschlossenheit** unmissverständlich klar zu machen. Diese Erkenntnis ist eine willkommene Lehre des schrecklichen Terrorismus, den wir in unseren Tagen erleben mussten.

Multinationale Verbände und militärische Integration haben neben ihrer militärischen Wirksamkeit eine solche stabilitätsfördernde Bedeutung. Solange **noch kein einheitlicher Bündnis- oder europäischer Wille** vorhanden ist, muss **der vereinte Wille der Nationalstaaten** klar sein. Die NATO hält hier den Rekord von 52 Jahren mit hoher Konsensfähigkeit.

5. These: Was können die Sicherheitsstrukturen leisten?

Die Frage, in welcher Staatenverbindung die Sicherung unserer Werte und Interessen geschehen soll, muss sorgfältig geprüft werden. Es sollte das **stärkste mögliche Bündnis mit optimaler Interessenübereinstimmung** gesucht werden. Erst, wenn dieses - aus welchen Gründen auch immer - nicht zur Verfügung stehen sollte, machen Untermengen Sinn und werden unverzichtbar.

a. Die Vereinten Nationen

Bei der Prüfung der Vereinten Nationen stellen wir fest, dass diese wegen **ihrer Interessen- und kulturellen Vielfalt** und angesichts der Unberechenbarkeit einiger Ständiger Mitglieder des Weltsicherheitsrates nicht geeignet sind, den spezifisch westlichen Vorstellungen hinreichend Geltung zu verschaffen.

b. Die OSZE

Die OSZE hat sich als wertvolles Forum der Vertrauensbildung, des Ausgleichs und der Rüstungskontrolle bewährt, zur Friedenssicherung gegen Gewaltanwendung fehlt ihr die nötige Macht. Das Beispiel Kosovo, wo die NATO eine „Extraction Force“ zur Sicherung der unbewaffneten OSZE-Beobachter bilden musste, spricht für sich selbst.

c. Der Europarat

ist vorzugsweise die werteorientierte, kulturenverbindende, moralische Autorität. Er hat erhebliche Überschneidungen mit der OSZE.

Die genannten Organisationen haben unbestreitbar eine große Bedeutung für den Frieden und die Freiheit Europas. Es fehlt ihnen aber oft die Kraft, ihre Ideale zum Tragen zu bringen.

d. Die Nordatlantische Allianz ist reformiert und unverzichtbar.

Im Washingtoner Vertrag wird die Interessenverbindung, die Werteordnung und die Verpflichtung, sich gegenseitig beizustehen, konzeptionell politisch klar beschrieben. Er beschränkt sich nicht nur - wie viele fälschlich behaupten - auf rein militärische Bündnisfragen. Die NATO ist **das erfolgreichste Bündnis** der Menschheitsgeschichte. Sie ist nach zügigen Reformen in den letzten zwölf Jahren zielstrebig auf Gegenwart und Zukunft vorbereitet worden. Derzeit ist sie das einzige überschaubare und aktive Bündnis in und für Europa. Ihre **Führungsfähigkeit** ist erprobt, auch als Kristallisationskern von ad-hoc-Bündnissen der „Willing and Able“ aus aller Welt.

e. Die Europäische Union

Die Europäische Union ist grundsätzlich auf richtigem Weg. Allerdings im **Schneckentempo** und einer noch nicht beendeten Diskussion über ihre finalité politique. Zu der ursprünglich fast ausschließlich wirtschaftlichen Orientierung traten schrittweise neue Politikfelder hinzu. Die erneute **Erweiterung** der EU wird z.Zt. vorbereitet. Sie soll die politische Vereinigung aller europäischen Staaten mit hinreichender Werte- und Interessenidentität sowie Integrationsbereitschaft sein. Letztere wurde in den **Kopenhagener Kriterien** beschrieben. Das deutsch-französische Verhältnis ging von einer Vertiefung der historischen Aussöhnung durch Sachzusammenarbeit aus. Die hieraus entstandene Freundschaft wurde immer wieder zum Beschleuniger der europäischen Integration. Die vielfältigen Versuche einer engeren Zusammenarbeit auch im Bereich der Außen- und Sicherheitspolitik wie auch der Verteidigung hatten allerdings seit 1954 nicht nur Erfolge sondern auch Rückschläge.

6. These: Offene politische Fragen

Wir mussten bei allem Fortschritt immer wieder erkennen, dass es im Bereich der Sicherheit neben einer Reihe von positiven Initiativen, auch eine Vielzahl von ungelösten Fragen gibt. Ich nenne einige

- Wie kommen wir zu einer **frühzeitigen, einheitlichen sicherheitspolitischen Willensbildung in der Krise**? Nizza hat uns in Bezug auf die Konsensbildung erneut enttäuscht. Was wird der nächste Gipfel in Laeken bringen? Wer hat die politische Befehls- und Kommandogewalt in der EU im Einsatz? Welche Vollmacht wird erteilt?
- Die Vorschläge des deutschen Bundeskanzlers lösen die Frage aus, **ob es eine europäische Regierung** geben wird und ob diese einen Verteidigungsminister hat? Welche Einsatzvorbehalte haben die nationalen **Parlamente**? Wann bekommt **das europäische Parlament einen Verteidigungsausschuss**?

- Ich hoffe, dass die Europäische Union bei den Beitrittverhandlungen die Zielsetzung der Europäischen Sicherheits- und Verteidigungspolitik nicht als unwichtige Nebensache betrachtet. Die Tatsache, dass diese Säule der Union nicht *expressis verbis* in den Kopenhagener Kriterien erwähnt wird, sondern **nur indirekt als Teil des Acquis Communautaire** verstanden wird, macht mir Sorgen. Wir wollen keine neuen Mitglieder mit Vorbehalten, Fußnoten oder gar dem Anspruch auf Ungebundenheit oder Neutralität. Den Fehler haben wir einmal gemacht. Idealerweise sollten alle Mitglieder der EU der NATO angehören.
- Ist eine volle sicherheitspolitische Autonomie Europas angesichts der Erfahrung mit der NATO überhaupt erforderlich? Oder wie bauen wir die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik Europas in die **NATO** ein? Warum hört man nur noch so wenig von **CJTF**, die für die Nutzung von NATO-Mitteln für den (Ausnahme-)Fall der nur-europäischen Verteidigung entwickelt und erprobt wurden. Ich erinnere mich noch an die Zielsetzung der Vermeidung von Duplikation.
- Wie überwinden wir die **türkische Blockade** auf diesem Feld?
- Wie verteilen wir die **Aufgaben (Petersberg)**? Soll die EU nur für begrenzte Aufgaben zuständig sein und ernsthaftere Probleme dann doch zur NATO tragen? Gibt es so etwas wie „**Defence light**“?
- Welche völkerrechtlich verbindliche **Beistandsverpflichtungen** wird es geben? Was wird aus dem WEU-Vertrag? Bleibt das Mitmachen in Sachen äußere Sicherheit eine unverbindliche Möglichkeit, bestenfalls eine „moralische Verpflichtung“? Erlauben wir das **Trittbrettfahren**?
- **Was kann und will Europa** in Bezug auf seine strategischen Mittel **wirklich leisten**? Personell, materiell, finanziell und technologisch? Wie lange z.B. leisten wir uns noch den Luxus einer ESA, die nicht für Verteidigungstechnik zuständig ist?
- Der Vollständigkeit halber erwähne ich die Tatsache, dass zwei EU-Mitglieder **Nuklearmächte** unterschiedlicher Beziehung zur NATO sind. Deren Fähigkeiten finden im europäischen Rahmen nicht einmal Erwähnung.

7. These: Das strukturelle Chaos.

Auch strukturell fehlt es an der nötigen Klarheit. Die Entwicklungen der europäischen Sicherheitsstrukturen sind ohne eine erkennbare Strategie im Wildwuchs erfolgt. Der Begriff von den „interlocking Institutions“ beschönigt diesen Zustand. Das strukturelle Chaos, das so entstand, verstärkt die mangelnde Einigkeit bzw. ist deren Folge. Es gibt z.Zt. in der NATO und der EU bzw. in deren Wartezimmern Staaten mit folgenden sicherheitspolitischen Statusarten :

- NATO-Mitglieder mit militärischer Integration + EU + WEU-Vollmitgliedschaft (D, UK, NL, BE, LUX, ITA, SPA, POR, GRIE)
- NATO-Mitgliedschaft ohne militärische Integration + EU + WEU-Vollmitglied (F)
- NATO-Mitglieder ohne EU-Zugehörigkeit aber als WEU - assoziierte Mitglieder (ISL, NO, TU, POL, CZ, HUN)
- NATO- und EU-Vollmitglieder, sowie WEU - Beobachter (DK)

- EU + WEU-Beobachter (FIN, IRL, AUS, SWE), die sich als neutral bzw. nicht-gebunden betrachten
- EU- und NATO-Beitrittskandidaten (BUL, EST, LET, LIT, MAL, POL, RUM, SLK, SLO, CZ, TU, UNG, ZYP), die meisten davon WEU - assoziierte Partner
- Hinzu kommen noch diverse Fachorganisationen z.B. im Bereich der Rüstung, wie z.B. die WEAC, OCCAR, usw.
- Dabei habe ich von der OSZE, die ja eine amerikanisch-europäisch-asiatische Verbindung beschreibt, und dem Europarat mit ihren je unterschiedlichen Mitgliedschaften und überlappenden Aufgaben noch gar nicht gesprochen.
- EAPC - Staaten = NATO + PfP-Staaten (25)
- NATO-Russland-Rat, die NATO-Ukraine-Kooperation, das Weimarer Dreieck, den Nordischen Rat, den Ostseerat, der Schwarzmeerkoperationsrat und die Barcelona-Mittelmeerkooperation kommen hinzu.

Wer kann alles dieses noch unseren Bürgern erklären? Angela Merkel, die deutsche CDU-Vorsitzende, sprach neulich von der Faszination der Übersichtlichkeit als Weg zum Bürger. **Vermeidbare Komplexität sei demokratiewidrig**, weil sie einen Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz darstellt.

8. These: Ein Europa ohne europäischen Pseudo-Nationalismus

Es wäre für mich ein Zeichen politischer Weitsicht und offener strategischer Ausrichtung, wenn unsere Politiker den Erfolg der jeweils größten möglichen Gemeinschaft der Werte und Interessen suchen und nicht der Versuchung zur taktischen Nahbereichspolitik erliegen würden. Die westliche Werteorientierung, die demokratische Staatsform, unsere Menschenrechtsvorstellungen und Rechtsordnung und die soziale Marktwirtschaft gemeinsam mit unseren transatlantischen Partnern zu mehren und zu schützen, nützt den EU-Mitgliedern besonders Frankreich und Deutschland mehr, als das auf die innenpolitische Klientel gerichtete Fingerhaken innerhalb des westlichen Lagers.

Europa ist in der Gefahr, zusätzlich zu seinen unterschiedlichen Nationalismen eine Art europäischen Chauvinismus zu entwickeln. Politische Lösungen sind nicht nur deshalb gut, weil sie europäisch sind. Wenn sie den Spaltpilz in unser transatlantisches Bündnis tragen, sind sie als schlecht für unsere übergeordneten, langfristigen Interessen zu bezeichnen, denn Europa braucht das Werte- und Interessenbündnis mit der Supermacht.

Empfehlungen

Meine Empfehlungen für die weitere Arbeit des deutsch-französischen Motors ist die beharrliche Konzentration auf folgende Ziele:

- Der **Nordatlantikpakt**, der Washingtoner Vertrag, der der NATO zu Grunde liegt, ist das Bündnis der westlichen Zivilisation. Es sollte entsprechend früheren Plänen um eine effiziente Komponente wirtschaftlicher Zusammenarbeit ergänzt werden.
- Die **EU sollte systematisch weiter entwickelt** werden. Dabei sollte sich die EU vorzugsweise zum starken europäischen Pfeiler des transatlantischen Bündnisses

verstehen. Die Option, in bestimmten Ausnahmefällen auch zu handeln, ohne dass die NATO als Ganzes antritt, kann und sollte mit einem Minimum an Aufwand weiterentwickelt werden. Die europäischen Staaten sind offensichtlich nicht bereit, sich zwei voll ausgestattete Bündnisse zu leisten. Eine Schwächung der NATO zu Gunsten eines europäischen Pseudo-Nationalismus darf nicht stattfinden.

- Bei der **Erweiterung der Union** ist auf sicherheitspolitische Kompatibilität Wert zu legen. Diese wird in den Kopenhagener Kriterien nicht ausdrücklich erwähnt. Der gemeinsame außenpolitische Wille ist zu stärken. Der **Primat der politischen Befehls- und Kommandogewalt** ist zu präzisieren. Das Europäische Parlament braucht einen Verteidigungsausschuss.
- Die europäischen Strukturen sind übersichtlich weiterzuentwickeln. Mitgliedschaften sollten kongruent entwickelt, d.h. **alle heutigen EU-Mitglieder sollten in der NATO** mitmachen. Es sollten keine neuen EU-Mitglieder aufgenommen werden, die nicht auch eines Tages NATO-Mitglieder werden wollen und können.
- **Nationale Vorbehalte** müssen überwunden werden (z.B. FR in Bezug auf die militärische Integration und DK in Bezug auf die WEU, die so genannten Neutrals und Ungebundenen (SWE, IRL, FIN, AUS) in Bezug auf eine NATO-Mitgliedschaft). Es ist schwer einzusehen, weshalb man sich in eine europäische Truppe integrieren kann und in eine der NATO nicht. Ich möchte an dieser Stelle ausdrücklich feststellen, dass Frankreichs praktische Bündnistreue sehr gut ist, jedenfalls viel besser als seine formalen Vorbehalte das vermuten lassen könnten.
- Europäische Streitkräfte sollten in ihrer **Präsenz, Bereitschaft und Ausbildung** auf das ganze Spektrum denkbarer Aufgaben ausgerichtet werden. Am Anfang muss dabei die friedenserhaltende Wirkung von Stabilität und Abschreckung, Kooperation und Vertrauensbildung stehen. Internationale Krisenoperationen müssen die Robustheit militärischer Durchsetzungsfähigkeit mit ausgleichfördernder Diplomatie verbinden. Landesverteidigung kann neue Formen annehmen, die nach Rekonstitutionsfähigkeit und Reserven verlangen.
- Ich empfehle **keine weitere Vermehrung von multinationalen Verbänden** zu Lasten der NATO. Diese können weder den einheitlichen politischen Willen noch hinreichende Ressourcen Europas ersetzen. Zumal dann, wenn jedermann weiß, dass die einzuplanenden Truppen und Mittel überwiegend der NATO entzogen werden. Hier bilden Frankreich und die nicht der NATO angehörenden EU-Staaten die Ausnahme, weil deren Truppen ja nicht NATO-integriert sind. Ein **Surrogat für die Nicht-Integration** in der NATO sollten europäische Verbände nicht sein.

Insgesamt gilt es einen **starken und möglichst homogenen europäischen Pfeiler für die Sicherheit und Verteidigung der westlichen Zivilisation** zu bauen, und

damit der Verantwortung Europas in der Welt gerecht zu werden. Es kommt jetzt in erster Linie auf konkrete Verbesserung der europäischen Verteidigungsfähigkeit an. Das Bündnis mit der Supermacht USA, mit der uns so viel an Werten und Interessen verbindet, ist dabei Schlüssel für den gemeinsamen Erfolg. Die europäischen NATO-Mitglieder, die der EU noch nicht angehören können oder wollen, sind dabei besonders in die Zusammenarbeit einzubeziehen (TUR, NOR, ISL, POL, CZR, UNG). Die Schere zwischen europäischer Rhetorik und der Realität der politischen Handlungsfähigkeit und wirkungsvollen Instrumenten ist zu schließen. Meine Antwort auf unsere falsche Alternative heißt:

Europa muss einig und stark werden

NATO muss einig und stark bleiben!